

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 318

7 février 2012

SOMMAIRE

Achelia Luxembourg S.A.	15220	Philolux, s.à r.l.	15260
AC Revocable Trust s.à r.l.	15243	Phoedra S.à r.l.	15261
Aldebaran Holding S.A., SPF	15218	Phoedra S.à r.l.	15261
Bluedream S.A.	15262	Phone Box S.A.	15261
Eiffel Investment Group Sàrl	15223	Placindus S.A.	15222
Eiffel Investment Group Sàrl	15235	Poblenou Holding S.à r.l.	15242
F.D.M. S.A.	15220	Poblenou Holding S.à r.l.	15241
Fideuram Multimanager Fund	15235	Prospector Rig 1 Owning Company S.à r.l.	15242
Financière Star 1	15255	Prospector Rig 5 Owning Company S.à r.l.	15242
First State European Diversified Infra- structure Fund FCP SIF	15235	Prospector Rig 6 Owning Company S.à r.l.	15242
G-RE S.A.	15263	Quintiles Luxembourg European Holding	15261
KPMG Pension Scheme, Sepcav	15221	Quintiles Luxembourg European Holding	15262
Life Plus Funds FCP-FIS	15235	Recherche et Développement Européen Holding S.à r.l.	15261
ME Fonds	15236	Ringfort S.A., SPF	15263
NYLOF, société de gestion de patrimoine familial	15219	R.T.I. S.à.r.l.	15263
Opti Hedge	15219	Serrano S.A.	15218
Paris 8	15242	Stasia S.A., SPF	15218
Paris VIIIe	15242	Target Selection	15221
Patricia International S.A., SPF	15243	Tectum S.A., SICAV-FIS	15223
Patrimoine Immobilier S.à r.l.	15243	Tenderness S.A., SPF	15220
PB PCR 1 Sàrl	15243	Trilantic Capital Partners IV (Europe) In- vestors S.C.A.	15239
PB PCR 2 S.à r.l.	15253	Trilantic Capital Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR	15236
PB PCR 3 S.à r.l.	15253	UniGarantExtra: Deutschland (2019)	15222
Pellinore S.A.	15253	UniGarantExtra: Deutschland (2019)	15223
Pergam Partners III & Cie S.C.A.	15254	Veran S.P.F.	15222
Peristal S.A.	15254	VOSNES INVESTMENT S.A.	15223
Perus Investments S.à r.l.	15254	Worldwide Investors Portfolio	15239
PFCEE Soparfi A S.à r.l.	15254		
PFCEE Soparfi B S.à r.l.	15255		
PFCEE Soparfi C S.à r.l.	15259		
PFCEE Soparfi D S.à r.l.	15260		
Phalanx S.A.	15259		
PHB S.A.	15260		
PHB S.A.	15260		

Serrano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 43.094.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 février 2012 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013181/10/19.

Aldebaran Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 10.491.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 29 février 2012 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012018058/755/18.

Stasia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 49.748.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012018062/1023/16.

NYLOF, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 4.573.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi 27 février 2012 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement des mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration, venus à échéance, de Mme Virginie DOHOGNE, et décharge.
6. Nomination de M. Hans DE GRAAF, administrateur de sociétés, né le 19 avril 1950 à Reeuwijk (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
7. Reconduction de Mme Mounira MEZIADI et M. Jacques CLAEYS dans leur mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
8. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
9. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012018060/29/26.

Opti Hedge, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 152.753.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of Opti Hedge (the "Company") will be held at the registered office of the Company, as set above:

On 28 February 2012 at 11.00 a.m., for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the board of directors and of the auditor for the accounting year ended October 31, 2011.
2. Approval of the annual accounts for the accounting year ended October 31, 2011.
3. Allocation of the results.
4. Discharge to the directors in respect of the execution of their mandates for the accounting year ended October 31, 2011.
5. Composition of the board of directors.
6. Election or re-election of the auditor.
7. Miscellaneous.

The resolutions submitted to the Meeting do not require any quorum. They are adopted by the simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting, the holders of bearer shares are required to deposit their share certificates five business days before the Meeting at the office of BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, where forms of proxy are available.

The annual report as at 31 October 2011 is available upon request from the registered office of the Company.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2012018061/755/28.

Tenderness S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.134.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 28 février 2012 à 11.00 heures à Luxembourg avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012018063/755/18.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.057.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 16 décembre 2011 n'ayant pas délibéré sur ce point, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 24 février 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012009904/755/16.

F.D.M. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 118.171.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 23 février 2012 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011;
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur la législation des sociétés;
5. Suppression de la valeur nominale des actions;
6. Réduction du capital social à concurrence de EUR 1.600.000,- (un million six cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.600.000,- (un million six cent mille euros) à EUR 0,- (zéro euro), par apurement des pertes d'exercice de EUR 1.399.521,32 (un million trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent vingt-et-un virgule trente deux euros) et couverture partielle des résultats reportés négatifs à concurrence de EUR 200.478,68 (deux cent mille quatre cent soixante-dix-huit virgule soixante huit euros) afin de ramener le montant des résultats

- reportés négatifs de EUR 4.912.295,42 (quatre millions neuf cent douze mille deux cent quatre-vingt-quinze virgule quarante deux euros) à un montant résiduel de EUR 4.711.816,74 (quatre millions sept cent onze mille huit cent seize virgule soixante-quatorze euros), et annulation des 16.000 actions représentatives du capital social;
7. Contextuelle augmentation de capital social, en numéraire ou par apport en nature au choix des actionnaires selon leur droit de souscription préférentiel, pour un montant de EUR 5.985.550,74 (cinq millions neuf cent quatre vingt cinq mille cinq cent cinquante virgule soixante quatorze euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 0,- (zéro euro) à un montant de EUR 5.985.550,74 (cinq millions neuf cent quatre vingt cinq mille cinq cent cinquante virgule soixante quatorze euros) avec émission de 1.273.734 (un million deux cent soixante treize mille sept cent trente quatre) actions nouvelles sans valeur nominale;
 8. Réduction du capital social, sans annulation d'actions, d'un montant de EUR 4.711.816,74 (quatre millions sept cent onze mille huit cent seize virgule soixante-quatorze euros) par apurement des résultats reportés négatifs d'un montant résiduel de EUR 4.711.816,74 (quatre millions sept cent onze mille huit cent seize virgule soixante-quatorze euros), pour ramener le capital social du montant de EUR 5.985.550,74 (cinq millions neuf cent quatre vingt cinq mille cinq cent cinquante virgule soixante quatorze euros) à un montant de EUR 1.273.734,- (un million deux cent soixante treize mille sept cent trente quatre euros), représenté par 1.273.734 (un million deux cent soixante treize mille sept cent trente quatre) actions sans valeur nominale;
 9. Modifications afférentes de l'article 5 des Statuts;
 10. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012018059/1023/41.

KPMG Pension Scheme, Sepcav, Société d'Epargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 80.358.

Notice is hereby given to the shareholders of KPMG Pension Scheme, Sepcav that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will be held at the offices of KPMG Luxembourg, at 5, rue des Primeurs, L-2361 Strassen, on 16 February 2012 at 3.00 pm, with the following agenda:

Agenda:

Modification of article 1 - Definitions, paragraph 12 of the articles of incorporation.

The shareholders are advised that a quorum of 50% of the capital is required for the items on the agenda and that the decisions will be taken by a majority of two thirds of the shares present or represented at the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at the meeting by proxy.

In order to vote at the extraordinary general meeting, shareholders must be present or represented by a duly appointed proxy. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy to the address of the Sepcav (9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) to arrive not later than 11 February 2012. Proxy forms can be obtained at the registered office of the Sepcav.

Luxembourg, 19 January 2012.

*By order of the Board of Directors
of KPMG Pension Scheme, Sepcav.*

Référence de publication: 2012011405/22.

Target Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 149.637.

We are pleased to invite the shareholders to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

held extraordinarily of shareholders (the "Meeting") which will be held at the registered office of the Company, 5, rue Jean Monnet, Luxembourg, L-2180, Grand Duchy of Luxembourg, on Wednesday, 15 February 2012 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Discharge of the resigning board members Messrs Germain Trichies and Fernand Schaus
2. Appointment of Ms Petra Reinhard Keller and Mr Jean-Paul Gennari as new board members

Resolutions on the agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In case you should wish to attend the Meeting in person, you are kindly invited to inform the central administration, Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., 7 calendar days prior to the Meeting either by phone at +352 43 61 61 1, by fax at +352 43 61 61 402 or by e-mail at list.amluxesu@credit-suisse.com.

In order to attend the Meeting, shareholders are required to block their shares at the depositary, at least 3 calendar days prior to the Meeting and to provide the registered office of the Company with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the Meeting.

Shareholders who cannot attend personally the Meeting may vote by proxy forms which are available at the registered office of the Company. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company, at least 3 calendar days prior to the Meeting.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class held on the day of the Meeting, is entitled to one vote, subject to limitations imposed by law. Shareholders holding only share fractions are not entitled to vote on the items on the agenda.

Shareholders are hereby informed that the report of the authorized independent auditor, the report of the board of directors and the latest annual accounts may be obtained upon request free of charge at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012014360/755/32.

Placidus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *16 février 2012* à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013845/534/15.

UniGarantExtra: Deutschland (2019), Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 7. Dezember 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 13. Dezember 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011171027/10.

(110198169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2011.

Veran S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 109.491.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *15 février 2012* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.

4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013846/1023/16.

VOSNES INVESTMENT S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.515.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE Ordinaire

qui aura lieu le 15 février 2012 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2011.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012013848/1023/16.

UniGarantExtra: Deutschland (2019), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 7. Dezember 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. Dezember 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011171028/10.

(110198170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2011.

Eiffel Investment Group Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 157.523.

Le règlement de gestion de Eiffel Diversified Fund FCP-SIF modifié en date de décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011175191/11.

(110204560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

Tectum, Tectum S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 165.625.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundelf, am vierzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCIENEN:

Herr Dirk von Velsen, wohnhaft in Tannenstrasse 3, 50858 Köln,

hier vertreten durch Herrn Tobias Seidl, geschäftsansässig in Luxemburg,

auf Grund einer ihm am 8. Dezember 2011 erteilten Vollmacht.

Die Vollmacht, nachdem sie „ne varietur“ von dem Erschienenen und dem Notar paraphiert wurde, bleibt der vorliegenden Urkunde beigefügt um gleichzeitig bei den Einregistrierungsbehörden eingereicht zu werden.

Der Erschienene hat den Notar mit der Ausarbeitung der folgenden Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) beauftragt, die als Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF) mit variablem Kapital (SICAV) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds einzustufen ist und die sie erklärtermaßen gründen will:

1. Definitionen.

- Aktie bezeichnet alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien in sämtlichen Teilfonds, die das ausstehende Aktienkapital verbriefen;
- Aktionär bezeichnet Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, die einem bestimmten Teilfonds zugeordnet worden sind;
- Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag), an dem die Banken in Luxemburg geöffnet sind;
- Bewertungstag hat die Bedeutung, welche in Artikel 12 der Satzung erläutert ist;
- Depotbank bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;
- Emissionsdokument bezeichnet den Private Placement Prospekt einschließlich des Anhangs des entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Ergänzungen;
- Gesellschaft bezeichnet Tectum S.A., SICAV-FIS;
- Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner derzeit gültigen Fassung;
- Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner derzeit gültigen Fassung;
- Nettoinventarwert bzw. NIW bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 12 der Satzung beschrieben erfolgt;
- Nicht-Qualifizierte Personen sind juristische oder natürliche Personen deren Eigentum an Aktien zu einem Verstoß gegen Gesetze oder Rechtsvorschriften führt oder führen würde, die für den betreffenden Anleger oder für die Gesellschaft gelten, insbesondere zu einem Verstoß gegen Artikel 2 des Gesetzes von 2007 und seinen Ausführungen zu Sachkundigen Anlegern, unabhängig davon, ob es sich um luxemburgisches oder ausländisches Recht handelt, einschließlich Gesetze und Vorschriften zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung;
- Sachkundige Anleger bezeichnet sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007;
- Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
- Teilfonds bezeichnet ein jeweils getrenntes Vermögen im Sinne des Art. 71 des Gesetzes von 2007 mit eigenen Aktiva und Passiva, einer eigenen Investmentpolitik oder anderer spezifischer Merkmale. Er ist im Verhältnis der Aktionäre untereinander, als eigenständige Einheit zu behandeln, besitzt aber keine eigenständige Rechtspersönlichkeit.
- Verwaltungsratsmitglied bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

2. Name. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") die in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 errichtet wurde ("société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé"). Sie ist eine Umbrella-Konstruktion mit einem oder mehreren Teilfonds und führt den Namen "Tectum S.A., SICAV-FIS", abgekürzt "Tectum".

3. Dauer.

- 3.1 Die Gesellschaft wurde für eine unbestimmte Laufzeit errichtet.
- 3.2 Teilfonds können für eine begrenzte oder unbegrenzte Laufzeit errichtet werden.
- 3.3 Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher gemäß den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Bedingungen gefasst wird, jederzeit aufgelöst werden.
- 3.4 Bei Auflösung des letzten Teilfonds wird auch die Gesellschaft aufgelöst.

4. Gesellschaftszweck.

- 4.1 Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Vermögens ihrer Teilfonds, unmittelbar oder mittelbar durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften, in gesetzlich zulässige Vermögenswerte nach dem Grundsatz der Risikostreuung mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.
- 4.2 Die Gesellschaft ist ferner berechtigt, alle Handlungen, die zur Erreichung oder zur Förderung dieses Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen, auf der Grundlage und im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 vorzunehmen.

5. Sitz.

- 5.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Verwaltungsrat kann den Gesellschaftssitz innerhalb des Großherzogtum Luxemburg verlegen, solange dies nicht gegen rechtliche Bestimmungen verstößt.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3 Bei Eintritt außergewöhnlicher Umstände politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur, welche die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Gesellschaftssitz behindern oder zu behindern drohen, kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz zeitweilig ins Ausland verlegen. Eine solche vorübergehende Sitzverlegung ins Ausland lässt die Gesellschaft nach luxemburgischem Recht wirksam fortbestehen.

6. Gesellschaftskapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert aller Teilfonds.

6.2 Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt zu jeder Zeit eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR). Dieser Betrag muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

6.3 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, die dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet werden. Falls nicht anders vom Verwaltungsrat entschieden oder im Emissionsdokument oder in dieser Satzung angegeben, kann dies geschehen, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen.

6.4 Die Anlagesumme des Aktionärs, dessen Aktie einem bestimmten Teilfonds zugeordnet wird, wird entsprechend Art. 4 der Satzung und nach den spezifischen Merkmalen die im Anhang des Emissionsdokuments des jeweiligen Teilfonds dargestellt werden, verwendet.

6.5 Es können eine oder mehrere Aktienklassen, die entsprechend den Teilfonds zugeordnet werden, angeboten werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf Gebührenstruktur, Mindestanlagebeträge, Ertragsverwendung, Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale unterscheiden, die jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt werden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds einzeln berechnet. Es können jederzeit weitere Aktienklassen aufgelegt und / oder eine oder mehrere bestehende Aktienklassen aufgelöst oder verschmolzen werden. Aktienklassen können zu Kategorien von Aktien zusammengefasst werden.

6.6 Falls es der Zusammenhang erfordert, ist jede Referenz zu einer Klasse als Referenz zu einem Teilfonds und umgekehrt zu verstehen.

7. Form der Aktien.

7.1 Die Aktien werden ausschließlich in der Form von Namensaktien ausgegeben die den einzelnen Teilfonds zugeordnet werden. Es werden keine Zertifikate ausgestellt.

7.2 Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft beauftragten Personen geführt wird, und dieses Register wird den jeweiligen Teilfonds, die Namen jedes Aktionärs, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

7.3 Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.4 Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.5 Aktien werden lediglich unter dem Vorbehalt der Annahme der Zeichnung und der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.6 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.7 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, es sei denn, dass sie zusammengenommen eine volle Aktie ergeben; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt. Im Falle einer Liquidation ist dies der anteilige Liquidationserlös.

8. Ausgabe von Aktien. Allgemein

8.1 Aktien der Gesellschaft dürfen nur an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben werden.

8.2 Die Voraussetzungen und Bedingungen zur Zeichnung von Aktien werden im Emissionsdokument näher ausgeführt. Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat insbesondere:

(a) Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien bestimmen (insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass Aktien einer bestimmten Aktienklasse nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen ausgegeben werden);

(b) beschließen, dass Aktien einer bestimmten Aktienklasse nur an solche Personen ausgegeben werden, die eine Zeichnungsvereinbarung abgeschlossen haben, nach welchem diese die Verpflichtung eingehen, Aktien gegen Zahlung des Ausgangspreises zu übernehmen;

(c) Zeichnungsbedingungen festlegen (insbesondere auch, ohne Einschränkung bezüglich der Ausführung solcher Zeichnungsdokumente und der Herausgabe von vom Verwaltungsrat für dienlich erachteten Informationen) sowie einen Mindestzeichnungsbetrag, einen Mindestzeichnungsbetrag für nachfolgende Zeichnungen und/ oder einen Mindestbetrag für Kapitalverpflichtungen oder Beteiligungsquoten bestimmen;

(d) Vorschriften über Zahlungsverzug, Nichterfüllung von Zahlungsverpflichtungen oder Eigentumsbeschränkungen in Bezug auf die Aktien bestimmen;

(e) Einen Ausgabeaufschlag erheben, wie im Emissionsdokument erläutert, wobei dem Verwaltungsrat vorbehalten bleibt, ganz oder teilweise auf diesen Ausgabeaufschlag zu verzichten;

(f) Das Eigentum an Aktien einer bestimmten Aktienklasse auf bestimmte Personen beschränken;

(g) Beschließen, dass Zahlungen für Zeichnungen ganz oder teilweise an einem oder mehreren Kapitalabrufdaten erfolgen müssen, an denen die Kapitalverpflichtung des Investors gegen Ausgabe von Aktien der betreffenden Aktienklasse abgerufen wird.

8.3 Aktien eines Teilfonds oder Aktien einer Aktienklasse eines Teilfonds werden zu dem Zeichnungspreis ausgegeben, der für jede Aktie eines Teilfonds oder jede Aktie der Aktienklasse eines Teilfonds im Emissionsdokument festgelegt wird. Das Emissionsdokument legt hierbei dessen Betrag oder dessen Berechnungsweise sowie die Häufigkeit der Berechnung fest.

8.4 Ein vom Verwaltungsrat bestimmtes und im Emissionsdokument angegebenes Verfahren regelt die zeitliche Folge der Ausgabe von Aktien eines Teilfonds oder von Aktien einer Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds.

8.5 Die Gesellschaft kann nach ihrem eigenen Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien akzeptieren oder ablehnen.

8.6 Die Art und Weise der Zahlung für Zeichnungen wird für Aktien eines Teilfonds oder jede Aktienklasse eines Teilfonds vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument näher ausgeführt.

8.7 Die im Emissionsdokument beschriebenen Maßnahmen gelten unbeschadet des Rechts des Verwaltungsrates, sämtliche verfügbaren Rechtsmittel gegen den Säumigen Anleger einzusetzen, um sämtliche von dem Säumigen Anleger geschuldeten Beträge beizutreiben und etwaige Schadenersatzansprüche (einschließlich in Bezug auf Folgeschäden) gegen diesen geltend zu machen.

9. Rücknahme von Aktien.

9.1 Falls im Emissionsdokument nicht anders vorgesehen, sind die Aktionäre nicht berechtigt, die Rücknahme von ihnen gehaltener Aktien zu verlangen.

9.2 Die Gesellschaft kann nach Maßgabe des Art. 9.6 dieser Satzung die Rücknahme von Aktien verlangen. Ein solcher Aktienrückkauf ist den Aktionären mit einer Frist von 10 Bankarbeitstagen anzukündigen.

9.3 Der Rücknahmepreis pro Aktie für Aktien einer bestimmten Aktienklasse entspricht dem Nettoinventarwert pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse und/oder des entsprechenden Teilfonds ggf. abzüglich einer im Einklang mit den Bestimmungen des Emissionsdokuments erhobenen Rücknahmegebühr zum entsprechenden vom Verwaltungsrat bestimmten Bewertungstag. Die Rücknahmeerlöse werden auf das vom Aktionär angegebene Konto überwiesen.

9.4 Der Verwaltungsrat kann anstelle einer Barauszahlung auf Antrag eines Aktionärs einem Aktionär ganz oder teilweise eine Ausschüttung in Sachleistungen des Vermögens der Gesellschaft zukommen lassen. Der Verwaltungsrat wird dem Antrag eines Aktionärs nur zustimmen, wenn er davon ausgeht, dass dies mit den Interessen der verbleibenden Aktionäre der Gesellschaft vereinbar ist. Die Rücknahme erfolgt zu den im Emissionsdokument näher ausgeführten Bedingungen sowie zum Nettoinventarwert pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse am entsprechenden Bewertungstag. Ein Wirtschaftsprüfer hat den Wert der auszuschüttenden Sachleistung zu bestätigen. Die Kosten einer solchen Ausschüttung hat der begünstigte Aktionär zu tragen.

9.5 Sämtliche zurückgenommenen Aktien werden aus dem Aktienregister gelöscht.

9.6 Die Gesellschaft ist in den nachstehend genannten Fällen berechtigt, die Rücknahme von Aktien zu verlangen:

(a) sofern Aktien von einer Nicht-Qualifizierten Person (im Sinne von Artikel 10 dieser Satzung) gehalten werden;

(b) im Falle der Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft bzw. des entsprechenden Teilfonds oder Anteilsklasse im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung;

(c) in anderen Fällen, im Einklang mit den Bestimmungen der betreffenden Zeichnungsvereinbarung, des Emissionsdokumentes bzw. dieser Satzung.

10. Eigentumsbeschränkungen.

10.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an den Aktien durch Nicht-Qualifizierte Personen einzuschränken.

10.2 Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft

(a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Übertragung von Aktien ablehnen, wenn die Eintragung oder Übertragung dazu führen würde, dass der rechtliche oder wirtschaftliche Eigentümer der betreffenden Aktien eine Nicht-Qualifizierte Person wäre; und

(b) jederzeit von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder die die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragt, verlangen, der Gesellschaft alle Informationen, gestützt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die die Gesellschaft für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob die Aktien des betreffenden Aktionärs im wirtschaftlichen Eigentum einer Nicht-Qualifizierten Person stehen oder eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht.

10.3 Sollte sich herausstellen, dass ein Anleger der Gesellschaft eine Nicht-Qualifizierte Person ist, ist die Gesellschaft nach eigenem Ermessen berechtigt,

(a) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(b) sämtliche geleisteten Ausschüttungen oder sonstigen auf die Aktien einer Nicht-Qualifizierten Person geleisteten Zahlungen einzubehalten; und/oder

(c) die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist, jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen gemäß dieses Allgemeinen Teils; und/oder

(d) zwangsweise alle von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien zurückzunehmen und der Nicht-Qualifizierten Person eine Abfindung zu zahlen, die sich für die einzuziehenden Aktien auf 50% der von der Nicht-Qualifizierten Person geleisteten Kapitaleinzahlung abzüglich eventuell erhaltener Ausschüttungen der Gesellschaft sowie abzüglich der Kosten, maximal jedoch dem Verkehrswert der einzuziehenden Aktien beläuft. Als Verkehrswert wird der am Sekundärmarkt erzielbare Preis definiert, der vom Verwaltungsrat nach billigem Ermessen bestimmt wird. Das Abfindungsguthaben wird in drei gleichen Jahresraten ausgezahlt, wobei die erste Rate grundsätzlich nicht vor Ablauf von drei Jahren nach dem Ausscheiden aus der Gesellschaft und die übrigen Raten jeweils ein Jahr nach Zahlung der ersten Rate fällig werden. Das Abfindungsguthaben wird nicht verzinst. Soweit der Gesellschaft an den jeweiligen Fälligkeitstagen aus dem betreffenden Teilfonds keine ausreichende Liquidität zur Verfügung steht, um ihren fälligen Verpflichtungen gegenüber Dritten oder den übrigen Anlegern in vollem Umfang nachkommen zu können, wird die Abfindung soweit und solange zinsfrei gestundet, bis der Gesellschaft wieder ausreichend freie Liquidität aus dem Teilfonds zur Auszahlung der gestundeten Abfindung zur Verfügung steht.

11. Übertragung von Aktien.

11.1 Vorbehaltlich des Artikels 11.3 bedarf jeder Verkauf, jede Abtretung, jeder Umtausch, jede Verpfändung, Belastung oder sonstige Veräußerung (Übertragung) sämtlicher oder eines Teils der Aktien eines Anlegers oder (nichtabgerufener) Kapitalverpflichtungen der vorherigen Zustimmung durch den Verwaltungsrat, die nicht ohne Grund verweigert werden kann.

11.2 Darüber hinaus

(a) ist jede Übertragung ungültig bzw. unwirksam,

(i) die zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift in Luxemburg, oder in einer anderen Rechtsordnung führen würde oder durch die der Gesellschaft andere steuerliche, rechtliche oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen würden, wie jeweils von der Gesellschaft bestimmt;

(ii) die zu einem Verstoß gegen Bestimmungen der Satzung oder des Emissionsdokumentes führen würde;

(iii) die zu einer Registrierungspflicht der Gesellschaft als Investmentgesellschaft gemäß dem US Investment Company Act von 1940 in der jeweils gültigen Fassung führen würde;

(iv) wenn der Übertragungsempfänger eine Nicht-Qualifizierte Person oder eine im Auftrag oder namens einer Nicht-Qualifizierten Person handelnde Person ist; oder

(v) wenn der Übertragungsempfänger kein Sachkundiger Anleger ist; oder

(vi) wenn die Übertragung von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen würde, dass die Aktien in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass die Aktien weiter übertragen werden könnten und dass diese Übertragung nicht im Einklang mit dem Emissionsdokument und dieser Satzung erfolgt.

und

(b) ist Voraussetzung für jede (zulässige oder vorgeschriebene) Übertragung,

(i) dass der Übertragungsempfänger in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist und dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt;

(ii) dass der Übertragungsempfänger keine Nicht-Qualifizierte Person ist;

(iii) dass der Übertragende zeitgleich mit der Übertragung der Aktien die Übertragung seiner gesamten oder des betreffenden Teils seiner offenen Kapitaleinzahlungsverpflichtung bzw. der verbleibenden Verpflichtung zur Bereitstellung von Geldern an die Gesellschaft gegen Ausgabe von Aktien (oder für andere Zwecke) an den Übertragungsempfänger veranlasst;

(iv) dass die Übertragung vom Verwaltungsrat genehmigt wird, wobei die Erteilung (oder Nicht-Erteilung) dieser Genehmigung allein in das Ermessen des Verwaltungsrates gestellt ist.

11.3 Ungeachtet der Bestimmungen der Artikel 11.1. und 11.2 dieser Satzung unterliegt die Verfügung über Aktien der Gesellschaft, welche von einer deutschen Versicherungsgesellschaft, einem deutschen Pensionsfonds, einem deutschen Versorgungswerk, oder einem sonstigen deutschen Anleger, welcher den Bestimmungen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in der jeweils geltenden Fassung (VAG) unterliegt, im "Sicherungsvermögen" oder "sonstigen gebundenes Vermögen" im Sinne der entsprechenden Bestimmungen des VAG gehalten werden, keinen Übertragungsbeschränkungen, wobei die Bestimmungen des Artikels 11.2 dieser Satzung unter Ausschluss des Abschnitts 11.2 (b) (iv) entsprechend anwendbar bleiben. Mit der Übertragung der Anteile besteht seitens des übertragenden VAG-Investors keine Haftung mehr im Zusammenhang mit den übertragenen Aktien und aus der Zeichnungsverpflichtung.

11.4 Soweit und solange die Aktien der Gesellschaft Teil des Sicherungsvermögens oder des sonstigen gebundenen Vermögens einer deutschen Versicherungsgesellschaft oder eines deutschen Pensionsfonds sind, darf über diese Aktien der Gesellschaft nicht ohne vorherige schriftliche Zustimmung im Sinne der entsprechenden Bestimmungen des VAG bestellten Treuhänders oder eines befugten Stellvertreters des Treuhänders verfügt werden.

12. Ermittlung des Nettoinventarwertes.

12.1 Für die Gesellschaft, jeden Teilfonds und jede Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds wird der Nettoinventarwert im Einklang mit dem luxemburgischen Recht und der Satzung an jedem Bewertungstag, so wie im Emissionsdokument näher erläutert, wenigstens einmal pro Geschäftsjahr, bestimmt.

12.2 Berechnung des Nettoinventarwertes

(a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes jedes Teilfonds bzw. Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds erfolgt nach Treu und Glauben in Luxemburg zu jedem Bewertungstag in der Referenzwährung der Gesellschaft bzw. der Aktienklasse.

(b) Der Nettoinventarwert jedes Teilfonds und jeder Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds wird wie folgt berechnet:

(i) jede Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds ist an der Gesellschaft entsprechend der ihr zurechenbaren Portfolio- und Ausschüttungsrechte beteiligt. Der Gesamt Nettoinventarwert, der jeder Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds an einem Bewertungstag zuzurechnen ist, entspricht dem Gesamtwert der Portfolio- und Ausschüttungsrechte, die dieser Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds an dem betreffenden Bewertungstag zuzurechnen sind, abzüglich der Verbindlichkeiten dieser Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds an dem Bewertungstag.

Das Vermögen der einzelnen Aktienklassen wird innerhalb der Teilfonds zwar gemeinschaftlich angelegt, für die einzelnen Klassen gelten jedoch möglicherweise unterschiedliche Gebührenstrukturen und Ausschüttungsregelungen und sie lauten möglicherweise auf unterschiedliche Währungen oder weisen andere besondere Merkmale auf, wie jeweils angegeben.

(ii) Der Nettoinventarwert je Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds, der aufgrund dieser Variablen unterschiedlich sein kann, wird gesondert für jede Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds wie folgt berechnet. Der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds wird an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Soweit ein Teilfonds mehrere Aktienklassen ausgibt wird der Nettoinventarwert je Anteil einer Aktienklasse eines Teilfonds an jedem Bewertungstag in der jeweiligen Referenzwährung des Teilfonds berechnet und wird für jede Aktienklasse eines jeden Teilfonds dadurch bestimmt, dass das der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Vermögen abzüglich der betreffenden Aktienklasse zugewiesene Verbindlichkeiten durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen ausgegebenen Aktien derselben Aktienklasse geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Anteil wird in kaufmännischer Weise auf den nächsten vollen Cent Betrag auf- oder abgerundet.

(c) Die folgenden Bewertungskriterien des Vermögens der Gesellschaft werden angewandt. Das Emissionsdokument kann zusätzliche oder abweichende Kriterien vorsehen:

(i) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, außer wenn es jeweils unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen; in diesem Fall wird ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

(ii) Wertpapiere, die an einer anerkannten Börse notiert sind oder an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein „Geregelter Markt“), werden zu ihren letzten verfügbaren amtlichen Schlusskursen oder, falls es mehrere solcher Märkte gibt, anhand ihrer letzten verfügbaren Schlusskurse auf dem wichtigsten Markt für das betreffende Wertpapier bewertet; wenn der letzte verfügbare Kurs den marktgerechten Wert der betreffenden Wertpapiere nicht angemessen wiedergibt, wird der Wert dieser Wertpapiere vom Verwaltungsrat auf der Grundlage ihres marktgerechten Wertes festgelegt, der nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird;

(iii) die Beteiligungen von Fonds, die an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf Basis des zuletzt veröffentlichten Börsen- oder Marktkurses bewertet;

(iv) Wertpapiere, die nicht an einer anerkannten Börse notiert oder zum Handel zugelassen sind und nicht an einem sonstigen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres marktgerechten Wertes bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird;

(v) Alle sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem marktgerechten Wert bewertet, der in gutem Glauben und nach allgemein angenommenen Bewertungsregeln und Bewertungsverfahren entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird. Zur Bestimmung des marktgerechten Werts dieser Vermögenswerte kann der Verwaltungsrat alle Faktoren in Betracht ziehen, welche sie vernünftigerweise als für bestimmte Werte wesentlich betrachtet. Der Wert von Anteilen an Private Equity Fonds wird nach international üblichen Bewertungsregelungen ermittelt, wie sie die European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), die National Venture Capital Association (NVCA) oder das International Private Equity and Venture Capital Valuation Board (IPEV Valuation Board) gesetzt haben.

(d) Die Verbindlichkeiten der Fondsgesellschaft umfassen:

(i) sämtliche Darlehen, Schuldscheine und andere fällige Beträge, sämtliche fälligen oder aufgelaufenen Verwaltungsaufwendungen, insbesondere die Kosten für die Errichtung der Fondsgesellschaft und ihrer Registrierung bei Aufsichtsbehörden, sowie die Kosten der Rechtsberatung, Steuerberatung und Wirtschaftsprüfung, die Verwaltungs-, Depotbank- und Zahlstellengebühren, die Kosten und Gebühren der Zentralverwaltungsstelle, die Aufwendungen für gesetzlich vorgeschriebene Veröffentlichungen, für den Private Placement Prospekt, Informationsmemoranda, Berichte und andere den Anlegern zur Verfügung gestellte Dokumente sowie Übersetzungskosten und grundsätzlich alle anderen Aufwendungen im Zusammenhang mit der Verwaltung der Fondsgesellschaft,

(ii) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich fälliger Verbindlichkeiten aus Verträgen zur Zahlung von Geldmitteln oder Sachwerten, zu denen auch von der Fondsgesellschaft erklärte Ausschüttungen gehören, die zu dem Datum, an dem diese Ausschüttungen kraft Gesetzes an die Fondsgesellschaft zurückfallen, ungezahlt bleiben,

(iii) einen angemessenen Rückstellungsbetrag für Steuern, die zum Datum der Bewertung fällig sind, sowie andere vom Verwaltungsrat genehmigte Rücklagen, sowie

(iv) sonstige Verbindlichkeiten aller Art der Fondsgesellschaft gegenüber Dritten.

12.3 Für die Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes werden

(a) von dem Teilfonds auszugebende Aktien ab dem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt an dem Bewertungstag, für den die Bewertung erfolgt, als in Umlauf befindlich behandelt; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Eingang bei der Gesellschaft wird der Preis für diese Aktien zu den Vermögenswerten des Teilfonds verbucht;

(b) (etwaige) zurückzunehmende Aktien des Teilfonds bis zu dem für die Rücknahme vorgesehenen Tag als bestehende Aktien berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch den Teilfonds gelten sie als Verbindlichkeit des Teilfonds;

(c) sämtliche Anlagewerte, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen als die Referenzwährung der jeweiligen Aktienklasse lauten, unter Berücksichtigung des bzw. der im Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes je Aktie geltenden Marktwechselkurse(s) bewertet; und

(d) bei Bestehen einer vertraglichen Verpflichtung der Gesellschaft an einem Bewertungstag

(i) zum Kauf eines Vermögenswertes, der Wert der für diesen Vermögenswert zu zahlenden Gegenleistung als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert der Gesellschaft verbucht;

(ii) zum Verkauf eines Vermögenswertes, der Wert der für diesen Vermögenswert zu erhaltenden Gegenleistung zu den Vermögenswerten der Gesellschaft verbucht und der zu liefernde Vermögenswert nicht länger als Vermögenswert der Gesellschaft verbucht;

dies gilt jedoch mit der Maßgabe, dass, falls der genaue Wert oder die Art der Gegenleistung oder des Vermögenswertes am betreffenden Bewertungstag nicht bekannt sind, dieser Wert vom Verwaltungsrat geschätzt wird.

12.4 Zuweisung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten

Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Teilfonds werden wie folgt zugewiesen:

(a) Erlöse, die aus der Ausgabe von Aktien eines Teilfonds oder einer Aktienklasse eines Teilfonds vereinnahmt werden, werden in den Büchern der Gesellschaft für diese Aktien des Teilfonds oder Aktienklassen des Teilfonds vereinnahmt;

(b) ist ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert hervorgegangen, wird dieser Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse zugewiesen wie der Vermögenswert, aus dem er hervorgegangen ist, und bei jeder Neubewertung dieses Vermögenswertes wird der Wertanstieg bzw. die Wertminderung der jeweiligen Aktienklasse zugeordnet;

(c) entsteht der Gesellschaft eine Verbindlichkeit in Bezug auf einen Vermögenswert einer bestimmten oder mehrerer bestimmter Aktienklassen eines Teilfonds bzw. im Zusammenhang mit für einen Vermögenswert einer oder bestimmten

Aktienklassen vorgenommenen Handlungen, wird diese Verbindlichkeit der bzw. den jeweiligen Aktienklassen zugewiesen;

(d) sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keiner einzelnen Aktienklasse eines Teilfonds zugerechnet werden kann, wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit sämtlichen Aktienklassen anteilig im Verhältnis ihrer jeweiligen Nettoinventarwerte oder in einer anderen vom Verwaltungsrat in gutem Glauben festgelegten Art und Weise zugeteilt;

(e) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse eines Teilfonds verringert sich der Nettoinventarwert dieser Aktieklasse um den Betrag dieser Ausschüttungen.

12.5 Allgemeine Bestimmungen

(a) Sämtliche Bewertungsvorschriften und Wertermittlungen unterliegen luxemburgischen Recht;

(b) zur Klarstellung: die Bestimmungen dieses Abschnitts dienen der Ermittlung des Nettoinventarwerts je Aktie; eine Auswirkung auf die buchhaltungstechnische oder sonstige rechtliche Behandlung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien ist nicht beabsichtigt;

(c) der Nettoinventarwert je Aktie jeder Klasse wird am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht und steht außerdem in den Geschäftsräumen der Hauptverwaltungsstelle zur Verfügung. Die Gesellschaft übernimmt keine Haftung für Fehler oder Verzögerungen bei der Veröffentlichung bzw. Nicht-Veröffentlichung der Aktienpreise.

13. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie der Ausgabe und der Rücknahme.

13.1 Die Gesellschaft ist jederzeit berechtigt, die Bestimmung des Nettoinventarwerts der Aktien sowie die Ausgabe von Aktien an die Zeichner auszusetzen, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem für den jeweiligen Teilfonds relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum des jeweiligen Teilfonds stehenden Vermögenswerte ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts eines Teilfonds angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts des jeweiligen Teilfonds (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

(c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer Gesellschaft, an der der Teilfonds direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines Teilfonds notiert ist, aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen geschlossen sind oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

(f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung eines Teilfonds zum Zwecke der Beschlussfassung, den jeweiligen Teilfonds oder den Fonds aufzulösen; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind und/oder

(h) wenn der Verwaltungsrat aus irgendeinem Grund entscheidet, dass eine Aussetzung im Interesse der Aktionäre ist.

13.2 Eine solche Aussetzung kann von der Gesellschaft in der von ihr als angemessen angesehenen Form und denjenigen Personen mitgeteilt werden, die wahrscheinlich von der Aussetzung betroffen sein werden. Die Gesellschaft setzt die eine Rücknahme beantragenden Aktionäre von der Aussetzung in Kenntnis.

13.3 Die Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien, die Ausgabe von Aktien an Zeichner und die Rücknahme von Aktien für Aktionäre können auch in dem Fall -und ab dem Zeitpunkt -ausgesetzt werden, in dem eine Mitteilung veröffentlicht wird, mit der eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließen soll, einberufen wird.

14. Ausschüttungen.

14.1 Der Verwaltungsrat beschließt über die Ausschüttung der Gesellschaft.

Dividenden-Ausschüttungen können auch durch die Rücknahme von Aktien erfolgen. Des Weiteren schließen Dividendenausschüttungen auch die Möglichkeit der Ausschüttung des Gesellschaftskapitals ein, unter der Voraussetzung, dass nach der Ausschüttung das Nettovermögen der Gesellschaft 1.250.000 EUR nicht unterschreitet.

14.2 Über die im vorstehenden Absatz genannten Ausschüttungen hinaus, kann der Verwaltungsrat auch die Auszahlung von Zwischendividenden beschließen (einschließlich der Möglichkeit der Ausschüttung des Gesellschaftskapitals oder einer Rücknahme von Aktien).

14.3 Zahlungen erfolgen in der Referenzwährung der jeweiligen Aktienklasse. Ausschüttungen, die innerhalb von fünf Jahren, nachdem sie erklärt wurden, nicht geltend gemacht werden, verfallen zugunsten der Gesellschaft.

15. Hauptversammlung.

15.1 Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre. Sie hat die weitesten Befugnisse, um über alle Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

15.2 Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie innerhalb einer Aktienklasse, zu einer Stimme.

15.3 Abweichend vom Gesetz von 1915 ist die Hauptversammlung nur beschlussfähig soweit mindestens ein Viertel des Gesellschaftskapitals wirksam vertreten ist (Quorum). Dies gilt nicht in den Fällen in denen diese Satzung oder das Gesetz von 2007 etwas anderes bestimmt.

15.4 Falls das in Artikel 15.3 genannte Quorum nicht zustande kommt, ist zu einer weiteren Hauptversammlung innerhalb von zwei Wochen einzuladen, die ohne Quorum beschlussfähig ist.

15.5 Beschlüsse werden vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre gefasst. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre.

15.6 Die Aktionäre können sich auf der Hauptversammlung vertreten lassen. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Hauptversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

15.7 Aktionäre können auf schriftlichem Wege auf einer Hauptversammlung mittels eines hierfür erstellten Formulars abstimmen. Das Formular muss allgemeine Angaben zur jeweiligen Hauptversammlung, zum Aktionär und dessen Beteiligung, zur Tagesordnung und den zu fassenden Beschlüssen, sowie die Möglichkeit zur Zustimmung, Ablehnung und Enthaltung aufführen. Das Formular muss mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung am Sitz der Gesellschaft eingegangen sein, es sei denn, der Verwaltungsrat trifft hiervon eine abweichende Bestimmung im Formular.

15.8 Die Hauptversammlung tritt auf Ladung des Verwaltungsrates zusammen. Die Ladung hat nach den geltenden gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtum Luxemburg zu erfolgen.

Hauptversammlungen der Aktionäre werden an dem Ort und an dem Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten, die in dem jeweiligen Ladungsschreiben angegeben sind. Die jährliche ordentliche Hauptversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in der Ladung bestimmten Ort am dritten Dienstag im Juni eines jeden Jahres um 11.00 Uhr (MEZ) statt.

Ist dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg, findet die Hauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag statt.

15.9 Eine Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Hauptversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des luxemburgischen Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Hauptversammlung veranlasst. Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

15.10 Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Hauptversammlung durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

15.11 Dem Verwaltungsrat steht es zu, weitere Bedingungen zur Teilnahme an Hauptversammlungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft zu bestimmen.

15.12 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

16. Verwaltungsrat.

16.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Der Verwaltungsrat wird von der Hauptversammlung bestellt. Die Hauptversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

16.2 Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Hauptversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

16.3 Sofern eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wurde, muss diese juristische Person einen permanenten Vertreter benennen, um die Funktion des Verwaltungsratsmitglieds im Namen der juristischen Person zu erfüllen. Dieser Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Pflichten und trägt die gleiche Haftung, als würde er die Aufgabe auf eigene Rechnung erfüllen, unabhängig von der gemeinsamen Haftung des Vertreters und der juristischen Person. Die juristische Person kann den Vertreter nicht zurückziehen ohne gleichzeitig einen neuen Vertreter zu benennen.

16.4 Der Verwaltungsrat kann sich eine Geschäftsordnung geben.

17. Verwaltungsratssitzungen.

17.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen.

17.2 Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Verwaltungsratssitzungen sind grundsätzlich am Gesellschaftssitz abzuhalten und dürfen nur ausnahmsweise an einem anderen Ort stattfinden. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 10 Tage vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

17.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

17.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

17.5 Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse schriftlich einverstanden erklärt (per Brief, Telefax oder als gescanntes PDF-Dokument im Anhang einer E-Mail).

17.6 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

18. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.

18.1 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

18.2 Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren benötigt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

19. Befugnisse des Verwaltungsrates.

19.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

19.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

19.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

19.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

19.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen mit Geschäftssitz im Großherzogtum Luxemburg seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

20. Interessenkonflikte.

20.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einer Transaktion an der die Gesellschaft beteiligt ist, ausgenommen solche Transaktionen, die in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fallen, unter normalen Umständen und zu Marktbedingungen getätigt werden, ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und

darf nicht an der Beratung oder an der Beschlussfassung über eine solche Transaktion teilnehmen. Eine solche Transaktion und ein solches Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes daran werden der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre mitgeteilt.

20.2 Die Wirksamkeit eines Vertrags oder eines anderen Geschäfts zwischen der Gesellschaft und Dritten wird durch die Tatsache nicht berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dem Vertrag oder anderen Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Handlungsbevollmächtigte oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

20.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

21. Anlagepolitik.

21.1 Die Vermögenswerte sämtlicher Aktienklassen sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlagepolitik und -grenzen, wie sie im Emissionsdokument beschrieben werden, anzulegen.

21.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik zuständig.

21.3 Der Verwaltungsrat kann sich zur Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik dritter Berater bzw. Anlageberater bedienen. Jeglicher dritte Berater, der vom Verwaltungsrat zu seiner Beratung zur Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft ernannt worden ist, kann nur durch einen einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrates abberufen werden.

22. Auflösung und Liquidierung.

22.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss einer Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse des Gesetz von 1915 aufgelöst werden. Artikel 15.3 dieser Satzung ist insoweit subsidiär.

22.2 Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.2 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt.

Die Hauptversammlung, welche in diesem Fall ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien entscheiden.

22.3 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.2 dieser Satzung fällt. Die Hauptversammlung kann in diesem Falle ohne Quorumfordernis abgehalten werden und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

22.4 Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

22.5 Ein Teilfonds oder Aktienklasse kann aufgelöst werden indem die jeweiligen Aktien zurückgeben werden müssen.

Dies kann durch den Verwaltungsrat erfolgen, falls der Nettoinventarwert unter eine im Emissionsdokument festgelegte Grenze fällt oder eine wirtschaftliche Aufrechterhaltung bestimmter Klassen oder Teilfonds nicht mehr im Interesse der Aktionäre ist.

Eine Liquidation kann auch durch eine Aktionärsversammlung eines Teilfonds oder der betreffenden Aktienklasse erfolgen. In diesem Falle wird eine Aktionärsversammlung des betroffenen Teilfonds oder Klasse ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die betroffenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit entschieden werden.

22.6 Die Liquidation bei Auflösung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen.

Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die

Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des Liquidators/der Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des luxemburgischen Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der "Caisse de Consignation" verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

23. Geschäftsjahr – Halbjahres- und Jahresbericht.

23.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Kalenderjahres und endet am 31. Dezember desselben Kalenderjahres.

23.2 Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro und zusätzlich in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

23.3 Die Halbjahres- und Jahresberichte der Gesellschaft werden in Euro aufgestellt.

24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, welcher von der Hauptversammlung bestellt und von der Gesellschaft vergütet wird. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

25. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Die Depotbank hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

26. Anwendbares Recht - Änderungen der Satzung.

26.1 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung, sowie dieser Satzung. Im Konfliktfall zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

26.2 Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Aktionäre, welche den Quorums- und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 31. Dezember 2012.
2. Die erste jährliche ordentliche Hauptversammlung findet im Jahre 2013 statt, spätestens jedoch 18 Monate nach Gründung der Gesellschaft.

Zeichnung und Zahlung

Aktionär	Gezeichnetes und eingezahltes Kapital	Aktienzahl
Herr Dirk von Velsen, vorbenannt	EUR 31.000	31
TOTAL:	EUR 31.000	31

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 31.000,- (einunddreißigtausend EURO) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bestätigung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in den Artikeln 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen in beliebiger Form, die von der Gesellschaft bei ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf rund EUR 3.000,- geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die vorstehend genannten Partei, welche das vollständig gezeichnete Kapital vertritt hat sofort die nachstehenden Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 3 (drei) festgesetzt.

2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

Herr Kurt von Storch, mit Geschäftsadresse Flossbach von Storch AG, Ottoplatz 1, 50679 Köln, Deutschland.

Herr Jean-Paul Gennari, mit Geschäftsadresse Credit Suisse Fund Services S.A., 5, rue Jean Monnet, P.O. Box 369, L-2013 Luxemburg.

Herr Eduard von Kymmel, mit Geschäftsadresse Credit Suisse Fund Services S.A., 5, rue Jean Monnet, P.O. Box 369, L-2013 Luxemburg.

3. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

4. Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder endet mit der im Jahr 2017 abzuhaltenden jährlichen Generalversammlung.

5. Die Versammlung bestellt KPMG Luxembourg, mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer zum Wirtschaftsprüfer für eine Dauer endend bei der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2013.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie Eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, die dem Notar bekannt ist durch seinen Namen, Vornamen, zivilen Status und Wohnort, hat diese erschienene Person zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: T. SEIDL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57601. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur *pd.* (signé): T. BENNING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Dezember 2011.

Référence de publication: 2011180095/651.

(110209323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

Life Plus Funds FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de Life Plus Funds FCP-FIS modifié au 14 avril 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SL Fund Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011176914/10.

(110205673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Eiffel Investment Group Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 157.523.

Le règlement de gestion de Eiffel Opportunities Fund FCP-SIF modifié en date de décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011175192/11.

(110204561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2011.

First State European Diversified Infrastructure Fund FCP SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de First State European Diversified Infrastructure Fund FCP-SIF modifié au 8 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 27.12.2011.

First State Investments Fund Management S.à r.l.

Thibaut Partsch

Référence de publication: 2011178652/12.

(110209291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2011.

Fideuram Multimanager Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de FIDEURAM MULTIMANAGER FUND modifié au 30 novembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDEURAM GESTIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2012000111/10.

(110211860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.

ME Fonds, Fonds Commun de Placement.

—
RECTIFICATIF

Rectificatif du règlement de gestion de ME Fonds du 14. décembre 2011, déposé le 14/12/2011, N° L110198214 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2011.

IPConcept Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2012000662/12.

(110212143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Trilantic Capital Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.634.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-third day of the month of December.

Before Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Trilantic Capital Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR" (the "Company"), a société d'investissement en capital à risque (SICAR) adopting the form of a société en commandite par actions having its registered office at 19-21 boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, incorporated by deed of notary Gérard Lecuit, residing in Luxembourg on 18 January 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°C-128 on 7th February 2007.

The articles of incorporation of the Company have been last amended by deed of notary Gérard Lecuit of 19 December 2011 not yet published in the Mémorial.

The Meeting was opened by Mr Benoît Tassigny, lawyer, residing professionally in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary Mr Mustafa Nezar, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Laurent Forget, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

1. The Meeting was duly convened by notices sent by registered mail on 14 December 2011.
2. The shareholders represented at the Meeting and their respective shareholdings are shown on an attendance list which is signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. Such attendance list will be attached to this deed to be filed with the registration authorities.
3. It appears from said attendance list that out of the eight hundred and thirty-four thousand six hundred and fifty-three (834,653) class A ordinary shares and one (1) class B ordinary share in issue in the Company, six hundred and sixty-five thousand nine hundred and sixtyfive (665,965) class A ordinary shares and one (1) class B ordinary share are represented at this Meeting so that the Meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all items of the agenda.
4. In accordance with paragraph 2 of article 10 of the Company's articles of incorporation, the Manager, holding the one (1) class B ordinary share shall have a veto power with respect to all shareholder resolutions other than those relating to his removal.
5. The agenda of the Meeting is as follows:
 1. Renewal of the authorised share capital of the Company for a period of five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial.
 2. Consequent amendment of paragraph 7 of Article 5 of the Company's articles of association so as to read as follows:

"This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial and it may be further renewed by a general meeting of shareholders."

Quorum attends the meeting under the following reserves:

1) Quorum considers that the meeting cannot validly deliberate. Indeed Article 5 of the Articles of incorporation of the Sicar foresees the right for the Manager to remove or limit the preferential subscription right of the shareholders within the limits of the authorised capital.

According to Article 32-3 (5) of the law of 10th August 1915 on commercial companies, this right of the Manager is also limited to 5 years and would therefore need to be renewed for the same reasons than the authorised capital.

Indeed, the authorisation for the Manager is foreseen in the Articles of Incorporation , but will expire in February 2012. According to Article 323(5) of the law of 10 August 1915, the convening notice should have announced the proposal to renew these powers of the Manager and a report prepared by the board of directors should be presented to the meeting.

In case these powers of the Manager are not renewed, then the Articles of Incorporation would also need to be amended and the relevant provisions should be removed. For such a case, an amendment of the Articles of Incorporation would also have had to be announced in the convening notice.

2) Quorum objects that the meeting is held on this day on the ground that the meeting is not validly convened and requests that a new meeting should be convened. Quorum expressly reserves the right to challenge the validity of the EGM before Court and to disclaim its annulment.

The Manager takes note of Quorum's reserves; the Manager does not agree with Quorum's position and considers that the present meeting has been validly convened and that the sole purpose of this meeting is to renew the authorized share capital and not to renew the power of the Manager to remove or limit the preferential subscription rights of the shareholders.

The Manger thus considers that those powers are de facto not renewed.

The above being approved the Meeting by 660.009 A Share and 1 B-Share votes in favour, and 5.956 A-Share votes against, took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to renew the authorised share capital of the Company for a period of five (5) years after the date of publication of the minutes of the present general meeting of shareholders of the Company in the Mémorial.

Second resolution

The Meeting resolves to amend paragraph 7 of article 5 of the Company's articles of incorporation so as to read as follows:

“This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial and it may be further renewed by a general meeting of shareholders.”

There being nothing further on the agenda the Meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at one thousand euro (1,000.-Eur).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the parties, the minutes of the Meeting are drafted in English followed by a French translation. In the event of a conflict between the French and the English version, the English version shall prevail.

This deed is made in Luxembourg, on the day beforementioned.

Upon reading the minutes of the Meeting, the members of the Bureau and the notary signed this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par devant Me Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «Trilantic Capital Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR» (la «Société»), une société d'investissement en capital à risque (SICAR) adoptant la forme d'une société en commandite par actions ayant son siège social au 19-21, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, constituée suivant un acte reçu du notaire Gérard Lecuit résidant à Luxembourg le 18 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro C-128 du 7 février 2007.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Gérard Lecuit le 19 décembre 2011 non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoît Tassigny, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Laurent Forget, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1. L'Assemblée a été dûment convoquée par des convocations envoyées par courrier recommandé le 14 décembre 2011.

2. Les actionnaires représentés à l'Assemblée et leurs participations respectives figurent sur une liste de présence qui est signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

3. Il appert de ladite liste de présence que sur les huit cent trente-quatre mille six cent cinquante trois (834.653) actions ordinaires de catégorie A et une (1) action ordinaire de catégorie B en émission dans la Société, six cent soixante-cinq mille neuf cent soixante-cinq (665.965) actions ordinaires de catégorie A et une (1) action de catégorie B sont représentées à la présente Assemblée de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions sur tous les points portés à l'ordre du jour.

4. Conformément au paragraphe 2 de l'article 10 des statuts de la Société, le Gérant, détenant une (1) action ordinaire de catégorie B a un droit de veto par rapport à toutes les résolutions des actionnaires autres que celles concernant sa révocation.

5. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renouvellement du capital social autorisé de la Société pour une période de cinq (5) ans après la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement dans le Mémorial

2. Modification subséquente du paragraphe 7 de l'Article 5 des statuts coordonnés de la société de sorte qu'il se lise comme suit:

«L'autorisation est valable pendant une période de cinq (5) ans après la date de la publication dans le Mémorial du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.»

Quorum assiste à la présente assemblée sous les réserves suivantes:

1) Quorum considère que l'assemblée ne peut pas valablement délibérer. En effet, l'article 5 des statuts de la Sicar prévoit le droit pour le Gérant de supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans les limites du capital autorisé.

Conformément à l'article 32-3(5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, le droit du Gérant est également limité à 5 ans et devrait pour cette raison également être renouvelé pour les mêmes raisons que le capital autorisé. En effet, l'autorisation du Gérant prévue dans les statuts va expirer en février 2012, conformément à l'article 32-3 (5) précité, la convocation aurait dû annoncer la proposition de renouveler les pouvoirs du Gérant et un rapport du Gérant aurait dû être présenté à l'assemblée.

Au cas où les pouvoirs du Gérant ne seraient pas renouvelés, alors les statuts devraient être modifiés et les paragraphes afférents devraient être supprimés.

Pour un tel cas, la modification des statuts aurait dû être annoncée dans la convocation, ce qui n'est pas le cas.

2) Quorum s'oppose à la tenue de l'assemblée pour le motif que la convocation n'a pas été valablement faite et requiert qu'une nouvelle assemblée soit convoquée. Quorum se réserve expressément le droit de contester la validité de l'assemblée en justice et de réclamer son annulation.

Le Gérant prend note des réserves émises par Quorum; le Gérant ne partage pas l'avis du Quorum et considère que la présente assemblée a été valablement convoquée et que le seul objet de cette assemblée est de renouveler le capital autorisé et non pas de renouveler le droit du Gérant de supprimer ou limiter les droits préférentiels de souscription des actionnaires. Le Gérant considère par conséquent que ces pouvoirs sont de facto supprimés.

Ayant approuvé ce qui précède par 660.009 actions de catégorie A et 1 action de catégorie B votes pour et 5.956 actions de catégorie A votes contre, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renouveler le capital social autorisé de la Société pour une période de cinq (5) ans après la date de publication du procès-verbal de la présente assemblée générale des actionnaires de la Société au Mémorial.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le paragraphe 7 de l'article 5 des statuts de la Société de sorte qu'il se lise comme suit:

«L'autorisation est valable pendant une période de cinq (5) ans après la date de la publication dans le Mémorial du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée.

Coûts et Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à mille euros (1.000.-Eur).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que la demande des parties, le présent procès-verbal de l'Assemblée et rédigé en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergence entre la version française et la version anglaise la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du procès-verbal de l'Assemblée les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: B. Tassigny, M. Nezar, L. Forget, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58753. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005315/163.

(120005017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Worldwide Investors Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 39.048.

Conformément aux dispositions de l'article 75 paragraphe 2 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la " Loi de 2010 ") et aux résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société effectives au 2 novembre 2011, le conseil d'administration de la Société rend publique par la présente la prise d'effet en date du 31 janvier 2012 de la fusion par absorption, telle que prévue à l'article 1, point 20) a), de la Loi de 2010, par laquelle le compartiment de la Société " Worldwide Investors Portfolio - Mid Cap Growth Fund " a été absorbé dans le compartiment " Worldwide Investors Portfolio - Opportunistic Equity Fund " de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg.

Luxembourg, le 02 Février 2012.

Référence de publication: 2012018064/250/14.

Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 123.633.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-third day of the month of December.

Before Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Trilantic Partners IV (Europe) Investors S.C.A." (the "Company"), a société en commandite par actions having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated by deed of notary Gérard Lecuit, residing in Luxembourg on 18 January 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") n°C-127 on 7th February 2007.

The articles of incorporation of the Company have been last amended by deed of notary Gérard Lecuit of 19th December 2011 not yet published in the Mémorial.

The Meeting was opened by Mr Benoît Tassigny, lawyer, residing professionally in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary Mr Mustafa Nezar, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Laurent Forget, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

1. The Meeting was duly convened by notices sent by registered mail on 14 December 2011.
2. The shareholders represented at the Meeting and their respective shareholdings are shown on an attendance list which is signed by the proxyholders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. Such attendance list will be attached to this deed to be filed with the registration authorities.
3. It appears from said attendance list that out of the one hundred and forty-six thousand eighty-two (146,082) class A ordinary shares and one (1) class B ordinary share in issue in the Company, [110,089] class A ordinary shares and one (1) class B ordinary share are represented at this Meeting so that the Meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all items of the agenda.

4. In accordance with paragraph 2 of article 10 of the Company's articles of incorporation, the Manager, holding the one (1) class B ordinary share shall have a veto power with respect to all shareholder resolutions other than those relating to his removal.

5. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Renewal of the authorised share capital of the Company for a period of five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial.

2. Consequent amendment of paragraph 6 of Article 5 of the Company's articles of association so as to read as follows:

"This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial and it may be further renewed by a general meeting of shareholders."

The above being approved the Meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to renew the authorised share capital of the Company for a period of five (5) years after the date of publication of the minutes of the present general meeting of shareholders of the company in the Memorial.

Second resolution

The Meeting resolves to amend paragraph 6 of article 5 of the Company's articles of incorporation so as to read as follows:

"This authorisation is valid during a period ending five (5) years after the date of publication of the minutes of the general meeting of shareholders of the Company approving the renewal in the Mémorial and it may be further renewed by a general meeting of shareholders."

There being nothing further on the agenda the Meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at one thousand euros (1,000.-Eur).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the parties, the minutes of the Meeting are drafted in English followed by a French translation. In the event of a conflict between the French and the English version, the English version shall prevail.

This deed is made in Luxembourg, on the day beforementioned.

Upon reading the minutes of the Meeting, the members of the Bureau and the notary signed this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-trois jour du mois de décembre.

Par devant Me Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «Trilantic Capital Partners IV (Europe) Investors S.C.A.» (la «Société»), une société en commandite par actions ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, constituée suivant un acte reçu du notaire Gérard Lecuit résidant à Luxembourg le 18 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro C-128 du février 2007.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Gérard Lecuit le 19 décembre 2011 non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoît Tassigny, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Laurent Forget, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1. L'Assemblée a été dûment convoquée par des convocations envoyées par courrier recommandé le 14 décembre 2011.

2. Les actionnaires représentés à l'Assemblée et leurs participations respectives figurent sur une liste de présence qui est signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

3. Il appert de ladite liste de présence que sur les cent quarante-six mille quatre-vingt-deux (146.082) actions ordinaires de catégorie A et une (1) action ordinaire de catégorie B en émission dans la Société, [110.089] actions ordinaires de catégorie A et une (1) action de catégorie B sont représentées à la présente Assemblée de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions sur tous les points portés à l'ordre du jour.

4. Conformément au paragraphe 2 de l'article 10 des statuts de la Société, le Gérant, détenant une (1) action ordinaire de catégorie B a un droit de veto par rapport à toutes les résolutions des actionnaires autres que celles concernant sa révocation.

5. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renouvellement du capital social autorisé de la Société pour une période de cinq (5) ans après la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement dans le Mémorial

2. Modification subséquente du paragraphe 6 de l'Article 5 des statuts coordonnés de la société de sorte qu'il se lise comme suit:

«L'autorisation est valable pendant une période de cinq (5) ans après la date de la publication, dans le Mémorial, du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.»

Ayant approuvé ce qui précède l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renouveler le capital social autorisé de la Société pour une période de cinq (5) ans après la date de publication du procès verbal de la présente assemblée générale des actionnaires de la Société au Mémorial.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le paragraphe 6 de l'article 5 des statuts de la Société de sorte qu'il se lise comme suit:

«L'autorisation est valable pendant une période de cinq (5) ans après la date de la publication dans le Mémorial du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société approuvant le renouvellement et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée.

Coûts et Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à mille euro (1.000.-Eur).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que la demande des parties, le présent procès-verbal de l'Assemblée et rédigé en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergence entre la version française et la version anglaise la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du procès-verbal de l'Assemblée les membres du Bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: B. Tassigny, M. Nezar, L. Forget, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58756. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006739/117.

(120006117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Poblenou Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.998.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Madame Géraldine Schmit, gérante de la société émarginée, a désormais son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat;

- Monsieur Robert Brimeyer, gérant de la société émarginée, a désormais son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2011.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2012000835/17.

(110212998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Prospector Rig 5 Owing Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.657.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000839/10.

(110211791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Prospector Rig 6 Owing Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.654.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000840/10.

(110211877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Poblenou Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.998.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000834/10.

(110212991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Prospector Rig 1 Owing Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 165.721.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000836/10.

(110212102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Paris 8, Société Anonyme,

(anc. Paris Ville).

Siège social: L-1611 Luxembourg, 7, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 18.952.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000842/11.

(110212468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Patricia International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 34.377.

Lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue en date du 15 décembre 2011, les actionnaires ont décidé:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Paulo Lopes, administrateur de classe A, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Gérard Becquer, administrateur de type A, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Irmgard Ullrich, administrateur de type B, avec adresse au 5, Hornigweg, 1190 Wien, Autriche

- Wolfgang Glanzner, administrateur de type B, avec adresse au 22, Seilerstätte, 1010 Vienne, Autriche

- Christian Ullrich, administrateur de type B, avec adresse au 34, Unterer Schreiberweg, 1190 Wien, Autriche

pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

2. de renouveler le mandat du commissaire aux comptes de Susanne NeumannUllrich, avec adresse au 3A, Sichelgrund, 3443 Sieghartskirchen, Autriche, pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000843/22.

(110212426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Patrimoine Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 160.970.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 63470 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000844/10.

(110211602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PB PCR 1 Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiènerie.

R.C.S. Luxembourg B 136.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000845/10.

(110211870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

AC Revocable Trust s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.629.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the nineteenth of December.

Before Maître Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Andrea Reimann-Ciardelli, acting in her capacity as trustee of the AC Revocable Trust (the Trust) with its address at 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, USA,

here represented by Mrs Alexandra Slack, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “AC Revocable Trust s.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty five thousand united states dollars (USD 25,000.-), represented by twenty five thousand (25,000) shares in registered form, with nominal value of one united state dollar (USD 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. In case a share is owned jointly by several owners, the Company is entitled to suspend the exercise of the rights attaching thereto until one sole person has been designated as being vis-à-vis the Company the owner of such share.

6.3. If a share is owned separately as to the usufruct and as to the bare ownership thereof, it shall, upon instructions of the last owner of the full property right be registered jointly in the name of the usufructuary and of the bare owner. Both the usufructuary and the bare owner shall be convened to any General Meeting, either ordinary or extraordinary. The voting right shall be exercised in the following manner: the usufructuary shall alone exercise the voting right on any

resolution of the General Meeting appropriating the Company's annual net income derived from its investments (dividend and interest less general expenses and taxes), from any net realised capital gains and from any net gains on foreign exchange transactions; the bare owner shall alone exercise the voting right in all other cases. If the share ceases to be owned separately as to the usufruct and as to the bare ownership, it shall, upon the joint instructions of the usufructuary and of the bare owner, or of their legitimate successors in right, be registered as to its full ownership in the name of the new owner thereof.

6.4. The shares are freely transferable between shareholders.

6.5. When the Company has only one shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.6. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.7. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.8. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.9. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers or, in case class A and B managers have been appointed, by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole Shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company. The annual accounts shall be drawn up in United States dollars (USD).

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of this deed and end on December 31, 2012.

Subscription and Payment

Andrea Reimann-Ciardelli, represented as stated above, and acting in her capacity as trustee of the Trust, subscribes for, for and on behalf of the Trust, twenty five thousand (25,000) shares in registered form, with a par value of one united states dollar (USD 1.-) each, and agrees to pay them in full, for and on behalf of the Trust, by a contribution in cash of twenty five thousand United States dollars (USD 25,000.-).

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, representing the entire share capital, adopted the following resolutions:

1. The Company shall appoint with immediate effect the following persons as managers of the Company for an indefinite period of time:

Class A manager:

- Joachim Creus, born on 10 June 1976 in Poperinge, Belgium, with professional address at Rooseveltplatz 4-5 / Top 10, A-1090 Vienna, Austria;

- Michael Cahoon, born on 5 June 1971 in Ogden, Utah, USA, with professional address at 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, USA;

- Robert Snyder, born on 31 May 1953 in Denver, Colorado, USA, with professional address at 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, USA;

Class B managers:

- Johan Dejans, born on 17 November 1966 in Aarschot with professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; and

- Joost Tulkens, born on 26 April 1973 in Someren, with professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;

2. The registered office of the Company is located at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

En l'an deux mille onze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Andrea Reimann-Ciardelli, agissant en sa qualité d'administratrice de «AC Revocable Trust» (le«Trust») dont l'adresse se situe au 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Madame Alexandra Slack, avocate, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire dûment autorisé de la partie comparante et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte afin d'être soumise avec celui-ci à l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "AC Revocable Trust s.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements

sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Au cas où une part sociale est conjointement détenue par plusieurs titulaires, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits liés à cette dernière jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme le détenteur de cette part sociale vis-à-vis de la Société.

6.3. Si l'usufruitier et le nu-propiétaire d'une part sociale sont différents, la part sociale sera, sur instruction du dernier détenteur du droit de pleine propriété, inscrite conjointement au nom de l'usufruitier et du nu-propiétaire. L'usufruitier et le nu-propiétaire seront tous les deux convoqués à une Assemblée Générale, ordinaire ou extraordinaire. Le droit de vote sera exercé de la manière suivante: l'usufruitier exercera seul le droit de vote pour une décision de l'Assemblée Générale s'appropriant le revenu net annuel de la Société qui provient de ses investissements (dividende et intérêt moins frais généraux et impôts), des plus-values nettes réalisées et des bénéfices nets sur des transactions en devise étrangère; le nu-propiétaire exercera seul le droit de vote dans tous les autres cas. Si une part sociale cesse d'avoir un usufruitier et un nu-propiétaire différents, elle sera, sur instruction conjointe de l'usufruitier et du nu-propiétaire ou de leurs successeurs légitimes, inscrite au nom du nouveau plein propriétaire.

6.4. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.5. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.6. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.7. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.8. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

- 6.9. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:
- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou
 - (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou si des gérants de classe A et de classe B ont été nommés, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pour cent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec les quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société. Les comptes annuels seront établis en dollars américains (USD).

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujet à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intermédiaire.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

Andrea Reimann-Ciardelli, représentée comme indiqué ci-dessus, et agissant en sa qualité d'administratrice du Trust, souscrit au nom et pour le compte du Trust à vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, et accepte de les libérer intégralement au nom et pour le compte du Trust par un apport en numéraire d'un montant de vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-).

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait du présent acte, sont estimés à EUR 1.400,- (mille quatre-cents Euros).

Résolution de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société nomme avec effet immédiat les personnes suivantes en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de classe A:

- Joachim Creus, né le 10 juin 1976 à Poperinge, Belgique, dont l'adresse professionnelle est située à Rooseveltplatz 4-5, Top 10, A-1090 Vienne, Autriche;
- Michael Cahoon, né le 5 juin 1971 à Ogden, Utah, Etats-Unis d'Amérique, dont l'adresse professionnelle est située au 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, Etats-Unis d'Amérique;
- Robert Snyder, né le 31 mai 1953 à Denver, Colorado, Etats-Unis d'Amérique, dont l'adresse professionnelle se situe au 80 South Main Street, Suite 202, Hanover NH 03755, Etats-Unis d'Amérique

Gérants de classe B:

- Johan Dejans, né le 17 novembre 1966 à Aarschot, dont l'adresse professionnelle est située au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg; et
- Joost Tulkens, né le 26 avril 1973 à Someren, dont l'adresse professionnelle est située au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: A. SLACK, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 21 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57293. Reçu soixante-quinze Euros (75,- €)

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2011.

Référence de publication: 2011179502/532.

(110209362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2011.

PB PCR 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 137.697.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000846/10.

(110211869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PB PCR 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 137.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000847/10.

(110211868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Pellinore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 157.430.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Pellinore S.A.
Signature

Référence de publication: 2012000849/12.

(110213171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Pergam Partners III & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 109.367.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2012000850/10.

(110212615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Peristal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 108.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000851/10.

(110212691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Perus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 133.425.

Extrait des principales résolutions prises par les actionnaires en date du 28 décembre 2011 lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- De révoquer le réviseur d'entreprises agréé en place à savoir Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. avec effet immédiat.
- De nommer en remplacement la société FPS Audit S.à r.l. ayant son siège social au 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1330 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.674.

Le mandat du nouveau réviseur d'entreprises agréé prendra fin lors de l'assemblée générale des associés approuvant les comptes clos au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère
Fiduciaire Patrick Sganzerla, Société à responsabilité limitée
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2012000852/20.

(110212801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PFCEE Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 412.400,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.559.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

PFCEE Soparfi A S.à r.l.

Référence de publication: 2012000854/11.

(110213054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PFCEE Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 347.400,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.560.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

PFCEE Soparfi B S.à r.l.

Référence de publication: 2012000855/11.

(110213044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Financière Star 1, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 89.404.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-first day of the month of December, before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Financière Star 1 S.A., (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 89.404, incorporated by deed of the undersigned notary, on 24 September 2002 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") under number 1632 of 14 November 2002, whose articles of association have been amended for the last time on 21 February 2011 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial under number 1112 of 25 February 2011.

The meeting was presided by Me Robert Kayser, maitre en droit professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Me Céline Marchand, licenciée en droit professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Céline Marchand, prenamed.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list, as well as the proxies, will remain attached to this document to be filed with it with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that all the shares were represented at the present meeting.

III. All shareholders represented declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

IV. This meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

1) Increase of the existing share capital of the Company by an amount of EUR 1,597,948 from currently EUR 25,573,766 to EUR 27,171,714 consisting of 13,585,857 shares, each with a nominal value of EUR 2 by the issue of 798,974 new shares with a nominal value of EUR 2 each for a total issue price of EUR 1,763,459.08; subscription to and payment of the new shares by the existing and new shareholders through a contribution in cash of EUR 1,763,459.08; allocation of an amount of EUR 1,597,948 out of the total issue price to the share capital of the Company and the balance to the distributable share premium account of the Company; consequential amendment of the first paragraph of Article 5 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

"The subscribed capital of the Company is set at twenty-seven million one hundred seventy-one thousand seven hundred fourteen Euro (EUR 27,171,714), represented by thirteen million five hundred eighty-five thousand eight hundred fifty-seven (13,585,857) shares having a nominal value of two Euro (EUR 2) each."

2) Renewal of the authorised share capital for a five year period and consequential amendment of paragraph 3 of article 5 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

"During a period of five years from the date of publication of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 December 2011 to create the authorized capital in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the board of directors is authorized to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorized capital. Such new shares may be subscribed for and issued under the terms and conditions the board of directors may determine, more specifically in respect to the sub-

scription and payment of the new shares to be subscribed and issued, to determine if the new shares are to be issued with or without an issue premium, to determine to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable by cash or by assets other than cash. When realizing the authorized capital in full or in part, the board of directors is expressly authorized to limit or to waive the preferential subscription right reserved to the existing shareholders. The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted".

3) Miscellaneous

Consequently the following resolutions have been passed:

First resolution

The shareholders unanimously resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of one million five hundred ninety-seven thousand nine hundred forty-eight Euro (EUR 1,597,948) from currently twenty-five million five hundred seventy-three thousand seven hundred sixty-six Euro (EUR 25,573,766) to twenty-seven million one hundred seventy-one thousand seven hundred fourteen Euro (EUR 27,171,714) by the issue of seven hundred ninety-eight thousand nine hundred seventy-four (798,974) new shares, each having a nominal value of two Euro (EUR 2.-) for a total issue price of one million seven hundred sixty-three thousand four hundred fifty-nine Euro and eight cent (EUR 1,763,459.08).

The seven hundred ninety-eight thousand nine hundred seventy-four (798,974) new shares have been subscribed and paid in cash by the following subscribers in the proportion as mentioned below pursuant to subscription forms which having been signed by the Bureau and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities:

Name	Number of subscribed shares	Subscription price per share	Total subscription price
Lars Frederiksen	174 527,00	2,00	349 054,00
Henning Jakobsen	130 895,00	2,00	261 790,00
Hans Thorkilgaard	87 263,00	2,00	174 526,00
Knud Vindfeldt	102 947,00	2,24	230 880,75
Carsten Hellmann	97 332,00	2,00	194 664,00
Henrik Dalboege	15 201,00	5,77	87 736,40
Winnie Buegel	2 434,00	2,00	4 868,00
Esben Laulund	2 434,00	2,00	4 868,00
Jacob Paulsen	1 217,00	2,00	2 434,00
Sune Schmoelker	1 217,00	2,00	2 434,00
Bo Karmark	2 434,00	2,00	4 868,00
Iben Haasum	2 640,00	2,00	5 280,00
Preben Cederholm	2 640,00	2,00	5 280,00
Soeren Lonning	1 487,00	6,45	9 591,15
Anne Skriver	1 487,00	6,45	9 591,15
Benedicte Flambard	1 487,00	6,45	9 591,15
Christoffer Lorenzen	1 487,00	6,45	9 591,15
Per Lindblad	1 487,00	6,45	9 591,15
Peter Thorninger	1 487,00	6,45	9 591,15
Susanne Groen	1 487,00	6,45	9 591,15
Star Ladybird S.à.r.l.	165 384,00	2,22	367 637,88
TOTAL	798 974,00	N/A	1 763 459,08

Evidence of such payments for the new shares has been given to the undersigned notary.

The shareholders unanimously resolved to allocate the amount of one million five hundred ninety-seven thousand nine hundred forty-eight Euro (EUR 1,597,948) out of the total issue price to the share capital of the Company and one hundred sixty-five thousand five hundred eleven Euro and eight cent (EUR 165,511.08) to the distributable share premium account of the Company.

The shareholders unanimously resolve to consequently modify the first paragraph of Article 5 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

"The subscribed capital of the Company is set at twenty-seven million one hundred seventy-one thousand seven hundred fourteen Euro (EUR 27,171,714), represented by thirteen million five hundred eighty-five thousand eight hundred fifty-seven (13,585,857) shares having a nominal value of two Euro (EUR 2) each."

Second resolution

The shareholders unanimously resolved renew the authorised share capital for a five year period and consequently modify the paragraph 3 of Article 5 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"During a period of five years from the date of publication of the extraordinary general meeting of shareholders of 21 December 2011 to create the authorized capital in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the board of directors is authorized to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorized capital. Such new shares may be subscribed for and issued under the terms and conditions the board of directors may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the new shares to be subscribed and issued, to determine if the new shares are to be issued with or without an issue premium, to determine to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable by cash or by assets other than cash. When realizing the authorized capital in full or in part, the board of directors is expressly authorized to limit or to waive the preferential subscription right reserved to the existing shareholders. The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted".

The items of the agenda having been resolved upon, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand seven hundred Euros (EUR 2,700.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-et-unième jour du mois de décembre,
devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire de Financière Star 1 S.A., (la "Société"), une société anonyme avec siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.404, constituée par acte du notaire instrumentant, le 24 septembre 2002 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 1632 du 14 novembre 2002, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 21 février 2011 par acte du Notaire instrumentant, publié au Mémorial, numéro 1112 du 25 février 2011.

L'assemblée était présidée par Me Robert Kayser, maître en droit résident professionnellement à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Me Céline Marchand, licenciée en droit résident professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a nommé comme scrutateur Me Céline Marchand, prénommée.

Le Bureau ayant été constitué, le président a déclaré et a demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par eux sont listés sur la liste de présence signée par le titulaire des procurations, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste, ensemble avec les procurations, resteront attachées aux présentes et enregistrées avec celles-ci.

II. Il ressort de la liste de présence que toutes les actions étaient représentées à cette assemblée.

III. Les actionnaires représentés ont déclaré avoir eu connaissance suffisance de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé à leur droit d'être préalablement convoqués, de sorte que les résolutions peuvent valablement être prises sur les points à l'ordre du jour.

IV. L'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement décider sur l'ordre du jour suivant:

1) Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de 1.597.948 EUR d'actuellement 25.573.766 EUR à 27.171.714 EUR consistant en 13.585.857 actions, chacune avec une valeur nominale de 2 EUR par l'émission de 798.974 nouvelles actions d'une valeur nominale de 2 EUR chacune, pour un prix d'émission total de 1.763.459,08 EUR; souscription et paiement du prix de souscription par les actionnaires existants et de nouveaux actionnaires via le paiement de 1.763.459,08 EUR; allocation d'un montant de 1.597.948 EUR sur le montant total du prix de souscription au capital social de la Société et allocation du montant restant au compte des primes d'actions distribuables de la Société; modification consécutive du premier paragraphe de l'Article 5 des statuts de la Société, devant être lu comme suit:

«Le capital souscrit de la Société est fixé à vingt-sept millions cent soixante et onze mille sept cent quatorze euros (27.171.714 EUR), représenté par treize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille huit cent cinquante-sept (13.585.857 EUR) actions d'une valeur nominale de deux euros (2 EUR) chacune.»

2) Renouvellement du capital autorisé de la société pour une période de 5 ans et modification consécutive du paragraphe 3 de l'Article 5 des statuts de la Société, devant être lu comme suit:

«Pendant une période de cinq (5) ans, à partir de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 décembre 2011 de créer le capital autorisé dans la Gazette Officielle du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, le conseil d'administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit en faisant émettre par la Société des actions nouvelles dans les limites du capital autorisé. Ces actions nouvelles peuvent être souscrites et émises suivant les conditions que le conseil d'administration pourra déterminer, surtout en ce qui concerne la souscription et le paiement des actions nouvelles à souscrire et à émettre, ainsi que de déterminer la date et le nombre des actions nouvelles à souscrire et à émettre, déterminer si les actions nouvelles doivent être émises avec ou sans prime d'émission, déterminer dans quelles limites le paiement des actions nouvelles sera admissible en numéraire ou en nature. Lorsque le conseil d'administration réalise le capital autorisé entièrement ou en partie, il est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux actionnaires existants. Le conseil d'administration pourra déléguer à tout administrateur ou cadre de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour les actions nouvelles correspondant entièrement ou en partie au montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit réalisée dans la forme légale requise par le conseil d'administration, le présent article sera modifié en conséquence.»

3) Divers

En conséquence, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Les actionnaires ont décidé à l'unanimité d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de un million cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quarante-huit Euro (1.597.948 EUR) d'actuellement vingt-cinq millions cinq cent soixante-treize mille sept cent soixante-six Euro (25.573.766 EUR) à vingt-sept millions cent soixante et onze mille sept cent quatorze Euro (27.171.714 EUR) par l'émission de sept cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent soixante-quatorze (798.974) actions, chacune ayant une valeur nominale de deux Euro (2 EUR) en contrepartie d'un prix total de souscription de un million sept cent soixante-trois mille quatre cent cinquante-neuf Euro zéro huit cents (1.763.459,08 EUR).

Les sept cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent soixante-quatorze (798.974) nouvelles actions ont été souscrites et payées en espèces par les souscripteurs et dans les proportions indiquées ci-dessous, conformément aux bulletins de souscription qui ont été signés par le bureau et par le notaire instrumentant et qui resteront annexés au présent acte pour être soumis, avec lui, aux formalités d'enregistrement:

Nom	Nombre d'actions soucrites	Prix de soucription par action	Prix de soucription total
Lars Frederiksen	174 527,00	2,00	349 054,00
Henning Jakobsen	130 895,00	2,00	261 790,00
Hans Thorkilgaard	87 263,00	2,00	174 526,00
Knud Vindfeldt	102 947,00	2,24	230 880,75
Carsten Hellmann	97 332,00	2,00	194 664,00
Henrik Dalboege	15 201,00	5,77	87 736,40
Winnie Buegel	2 434,00	2,00	4 868,00
Esben Laulund	2 434,00	2,00	4 868,00
Jacob Paulsen	1 217,00	2,00	2 434,00
Sune Schmoelker	1 217,00	2,00	2 434,00
Bo Karmark	2 434,00	2,00	4 868,00
Iben Haasum	2 640,00	2,00	5 280,00
Preben Cederholm	2 640,00	2,00	5 280,00
Soeren Lonning	1 487,00	6,45	9 591,15
Anne Skriver	1 487,00	6,45	9 591,15
Benedicte Flambard	1 487,00	6,45	9 591,15
Christoffer Lorenzen	1 487,00	6,45	9 591,15
Per Lindblad	1 487,00	6,45	9 591,15
Peter Thorning	1 487,00	6,45	9 591,15
Susanne Groen	1 487,00	6,45	9 591,15
Star Ladybird S.à.r.l.	165 384,00	2,22	367 637,88
TOTAL	798 974,00	N/A	1 763 459,08

La preuve de ces paiements pour les nouvelles actions a été fournie au notaire instrumentant.

Les actionnaires ont décidé à l'unanimité d'affecter un montant de un million cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quarante-huit (1.597.948 EUR) sur le montant total du prix de souscription au capital social de la Société et cent

soixante-cinq mille cinq cent onze Euro zéro huit cent (165,511.08 EUR) au compte des primes d'actions distribuables de la Société.

Les actionnaires ont décidé à l'unanimité de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'Article 5 des statuts de la Société, devant être lu comme suit:

«Le capital souscrit de la Société est fixé à vingt-sept millions cent soixante et onze mille sept cent quatorze euros (27.171.714 EUR), représenté par treize millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille huit cent cinquante-sept (13.585.857 EUR) actions d'une valeur nominale de deux euros (2 EUR) chacune.»

Deuxième résolution

Les actionnaires ont décidé à l'unanimité de renouveler le capital autorisé de la société pour une période de 5 ans, et de modifier en conséquence le paragraphe 3 de l'Article 5 des statuts de la Société, devant être lu comme suit:

«Pendant une période de cinq (5) ans, à partir de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 décembre 2011 de créer le capital autorisé dans la Gazette Officielle du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, le conseil d'administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit en faisant émettre par la Société des actions nouvelles dans les limites du capital autorisé. Ces actions nouvelles peuvent être souscrites et émises suivant les conditions que le conseil d'administration pourra déterminer, surtout en ce qui concerne la souscription et le paiement des actions nouvelles à souscrire et à émettre, ainsi que de déterminer la date et le nombre des actions nouvelles à souscrire et à émettre, déterminer si les actions nouvelles doivent être émises avec ou sans prime d'émission, déterminer dans quelles limites le paiement des actions nouvelles sera admissible en numéraire ou en nature. Lorsque le conseil d'administration réalise le capital autorisé entièrement ou en partie, il est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux actionnaires existants. Le conseil d'administration pourra déléguer à tout administrateur ou cadre de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour les actions nouvelles correspondant entièrement ou en partie au montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit réalisée dans la forme légale requise par le conseil d'administration, le présent article sera modifié en conséquence.»

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société suite au présent acte sont estimés à EUR 2.700,-(deux mille sept cents Euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate qu'à la requête des parties comparantes, cet acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties la version anglaise fera foi en cas de divergence entre les textes français et anglais.

Signé: R. Kayser, C. Marchand, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57487. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. Benning.

Référence de publication: 2012000533/249.

(110211723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Phalanx S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle Um Monkeler.

R.C.S. Luxembourg B 19.993.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000858/10.

(110212863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PFCEE Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 466.400,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.561.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

PFCEE Soparfi C S.à r.l.

Référence de publication: 2012000856/11.

(110213030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PFCEE Soparfi D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 590.400,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 120.562.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

PFCEE Soparfi D S.à r.l.

Référence de publication: 2012000857/11.

(110213017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PHB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 177, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.080.

Constituée par acte passé pardevant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 1^{er} août 1995, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 555 du 30 octobre 1995, modifiée par acte passé pardevant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hespérange, en date du 30 juin 1997, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C no. 584 du 24 octobre 1997.

Assemblée Générale Ordinaire du 30 décembre 2011

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société PHB S.A., tenue au siège social en date du 30 décembre 2011, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante pour les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2010:

1) Renouveler le mandat au poste d'administrateur pour une durée de six ans (jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017) de:

- Madame Joëlle Rousseau: F-91300 Massy, 11, rue de Versailles

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PHB S.A.

Référence de publication: 2012000859/20.

(110212572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

PHB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 177, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.080.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000860/9.

(110213120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Philolux, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 2, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 103.783.

Le bilan arrêté au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 29 décembre 2011.

Pour PHILOLUX SARL

Fiduciaire Roger Linster

p.d. Viviane Roman

Référence de publication: 2012000861/13.

(110212419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Phoedra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 113.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000862/9.

(110212953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Phoedra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 113.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000863/9.

(110212954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Phone Box S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.507.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012000864/10.

(110212356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Recherche et Développement Européen Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 71.867.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000903/10.

(110212266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Quintiles Luxembourg European Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 486.358.335,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 149.428.

Par contrat sous seing privé du 24 décembre 2009 entre Quintiles Western European Holdings Ltd et Innovex Merger Corporation, une société (Limited Company) dûment constituée et existant valablement en droit de Caroline du Nord, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse principale au 4820 Emperor Blvd, Durham, Caroline du Nord 27703, Etats-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secretary of State of North Carolina sous le numéro 0411153, les 486.358.335 parts sociales de la Société représentant 100% du capital social de la Société sont détenues comme suit:

- 241.125.000 parts sociales sont détenues par Quintiles Luxembourg;
- 194.543.334 parts sociales sont détenues par Quintiles Western European Holdings Ltd; et

- 50.690.001 parts sociales sont détenues par Innovex Merger Corporation.

Par conséquent, les 3 associés de la Société sont désormais:

- Quintiles Luxembourg;
- Quintiles Western European Holdings Ltd; et
- Innovex Merger Corporation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012000891/21.

(110212369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Quintiles Luxembourg European Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 486.358.335,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 149.428.

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 25 décembre 2009 de la société Quintiles Luxembourg, les 486.358.335 parts sociales de la Société représentant 100% du capital social de la Société sont détenues comme suit:

- 291.815.001 parts sociales sont détenues par Quintiles Luxembourg; et
- 194.543.334 parts sociales sont détenues par Quintiles Western European Holdings Ltd.

Par conséquent, les 2 associés de la Société sont désormais:

Quintiles Luxembourg; et
Quintiles Western European Holdings Ltd.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000892/17.

(110213119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Bluedream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 128.468.

L'an deux mille onze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché du Luxembourg).

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme «BLUEDREAM S.A.», ayant son siège social à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg), R.C.S. Luxembourg B 128468, constituée le 7 juin 2007 par devant Maître Blanche MOUTRIER, soussignée, acte publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1502 du juillet 2007 (ci-après «la Société»).

L'Assemblée Générale était présidée par Me Charles Duro, avocat, demeurant professionnellement à 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le président a désigné comme secrétaire Madame Michèle Sensi-Bergami, clerc de notaire demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'Assemblée Générale a choisi comme scrutateur Me Karine Mastinu, avocat, demeurant professionnellement à 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que l'intégralité du capital social libéré et émis est dûment représentée à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

II. Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire;
2. Décision de nommer Me Charles Duro aux fonctions de liquidateur de la Société;
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et de la procédure de liquidation de la Société;

4. Divers.

Après avoir délibéré, l'Assemblée Générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme liquidateur de la Société Me Charles Duro, avocat, né le 5 juin 1958 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg) ("le Liquidateur").

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus larges pour effectuer sa mission, et, plus spécialement ceux indiqués aux articles 144 jusque 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications.

L'Assemblée Générale, entre autre, décide et reconnaît que la Société sera engagée envers les tiers par la seule signature du Liquidateur.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Duro, M. Sensi-Bergami, K. Mastinu, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 décembre 2011. Relation: EAC/2011/18274. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012001583/54.

(120000120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

R.T.I. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2268 Luxembourg, 41, rue d'Orchimont.

R.C.S. Luxembourg B 98.584.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niedercorn, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012000893/10.

(110213207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Ringfort S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1474 Luxembourg, 5, Sentier de l'Espérance.

R.C.S. Luxembourg B 144.753.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012000894/11.

(110212983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

G-RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 104.412.

L'an deux mille onze, le vingt et un décembre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "G-RE S.A.", ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, R.C.S. Luxembourg section B numéro 104412, constituée suivant acte reçu le 18

novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 149 du 17 février 2005; dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Walter Bellofatto.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 1.225 (mille deux cent vingt cinq) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 775.000,-) sept cent soixante quinze mille Euros pour le porter de son montant actuel de EUR 1.225.000,- (un million deux cent vingt cinq mille Euros) à EUR 2.000.000,- (deux millions d'Euros) par l'émission de 775 (sept cent soixante quinze) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille Euros) chacune, par apport en numéraire.

2.- Souscription et libération.

3.- Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 775.000,-) sept cent soixante quinze mille Euros pour le porter de son montant actuel de EUR 1.225.000,- (un million deux cent vingt cinq mille Euros) à EUR 2.000.000,- (deux millions d'Euros) par l'émission de 775 (sept cent soixante quinze) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille Euros) chacune.

Deuxième résolution:

L'assemblée, après avoir constaté que les actionnaires minoritaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription des 775 (sept cent soixante quinze) actions nouvelles G-Finance S. à r.l..

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite G-Finance S à r.l. prénommée, représentée par Monsieur Walter Bellofatto, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, a déclaré souscrire aux 775 (sept cent soixante quinze) actions nouvelles, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 775.000,-(sept cent soixante quinze mille Euros).

Troisième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille trois cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. GIBERT, W. BELLOFATTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57904. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Référence de publication: 2011180709/58.

(110211173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2011.